

De l'assiette à la ville

Le plan alimentaire : un outil pour la transition des territoires

Par Philippe Pointereau, ingénieur agronome, Solagro

Philippe Pointereau introduit son discours en présentant Solagro, une association qui œuvre depuis 1981 au service des transitions énergétique, agroécologique et alimentaire. Leurs activités sont variées et touchent à plusieurs domaines (agroécologie, biodiversité, bioéconomies, ressources, énergie, etc.).

Éléments de contexte et enjeux

Pour cette première partie, Philippe Pointereau démarre en évoquant la perte des terres agricoles en France (voir graphique), et présente l'évolution des rendements. En effet, avec l'utilisation des engrais chimiques et des produits phytosanitaires et le développement de l'irrigation, les rendements ont d'abord connu une grosse croissance dans les années 60-70, puis un fort ralentissement depuis le milieu des années 90.

Un autre point concerne la mondialisation des échanges. La France exporte environ 40% de sa production agricole et exporte 33%. Certains aliments (le chocolat et l'orange par exemple) pèsent beaucoup dans la balance. Il est donc également important de s'intéresser à l'impact ailleurs de ce que nous consommons ici.

Ces différents changements entraînent des conséquences néfastes sur l'environnement, notamment sur la qualité des eaux dont la pollution est de plus en plus importante : aujourd'hui, 35% des captages d'eau potable ne sont pas aux normes. Plus globalement, la commission Eat Lancet travaille sur les limites planétaires en lien avec l'alimentation et préconise un changement de régime alimentaire. L'idée défendue : l'alimentation constitue un levier incontournable de la transition en lien avec ces limites planétaires dont Philippe Pointereau présente ici la situation pour la France. L'agriculture et l'alimentation ont un impact non négligeable.

En parallèle, on assiste à une montée en puissance des maladies chroniques comme le diabète de type 2 et l'obésité. Cette tendance inquiète également sur un plan financier, car on risque de se retrouver en 2050 avec une population vieillissante et en moins bonne santé.

⇒ Il est donc urgence de réussir à inverser toutes les courbes !

En termes de protéines, la France dispose d'une grosse marge de manœuvre pour changer son régime alimentaire (voir graphique). En effet, si tous les pays développés consomment globalement davantage de protéines animales, la France fait partie des pays du haut du classement. Il serait donc tout à fait envisageable d'y réduire la consommation de protéines animales. Il s'agit en effet d'un levier très important concernant les émissions de gaz à effet de serre, mais également d'une recommandation de l'OMS.



Malgré le fait que la France dispose d'une feuille de route précise dotée de nombreux objectifs ambitieux et chiffrés (voir liste), ces derniers semblent extrêmement compliqués à atteindre car on ne cesse de les repousser.

Concernant l'alimentation à proprement parler, Philippe Pointereau poursuit en présentant les nouvelles recommandations du PNNS4 (Programme national nutrition santé), des repères alimentaires dont quelques-uns ont évolué au fil des différentes réactualisations :

- Introduction de la recommandation concernant les légumineuses
- Passage de trois à deux produits laitiers recommandés par jour
- Limitation de la consommation de viande rouge et de charcuterie. Auparavant, il était recommandé de consommer un ou deux produits animaux par jour. Il n'y a aujourd'hui plus de recommandation minimum. Si ces repères étaient appliqués, on pourrait par exemple réduire de moitié les élevages de porcs en France.
- Recommandation de consommer des aliments sans pesticides

Dans le même sens, la nouvelle loi sur l'agriculture et l'alimentation impose dès janvier 2022 aux restaurants collectifs de servir 50% des produits répondant à un cahier des charges environnemental, dont 20% de bio.

Imaginer le futur en réalisant une prospective : le scénario Afterres2050

Pour la seconde partie de la conférence, Philippe Pointereau présente le scénario développé par Solagro pour répondre aux défis présentés en première partie. En tant qu'ingénieurs, ils se sont basés sur des calculs afin de développer des scénarios à différentes échelles (région, territoires, pays).

Afterres 2050 s'en tient à trois principes (mobiliser des techniques et pratiques déjà éprouvées, privilégier les voies sans regret et à dividendes multiples, adopter une approche holistique) et repose sur deux piliers : agir sur les régimes alimentaires et agir sur les pratiques agricoles. Pour y parvenir, l'association a défini des objectifs chiffrés concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de l'utilisation des produits phytosanitaires et de l'azote chimique, la limitation de l'artificialisation des sols et l'adoption d'un régime alimentaire en adéquation avec le PNNS4.

A partir de ces informations, Solagro réalise de la modélisation pour mesurer les impacts et prendre en compte différents éléments (régimes alimentaires, indicateurs environnementaux, système agricole).

Philippe Pointereau présente à ce titre le régime « universel » élaboré par Eat Lancet. Ce dernier préconise notamment une forte réduction de la viande rouge et des produits laitiers et une augmentation des aliments végétaux. Cela se rapproche des recommandations du PNNS4, mais avec des chiffres et non des simples tendances.

La transition alimentaire est donc possible (et nécessaire), mais il faut pour cela mobiliser tous les leviers de l'agroécologie (association des cultures, lutte biologique, agroforesterie, élevage avec herbe, couverts végétaux, etc.). Solagro a d'ailleurs édité des brochures qui résument et chiffrant les différentes actions à mener, tant concernant les régimes alimentaires que les pratiques agricoles.

Philippe Pointereau prend l'exemple de l'élevage bovin : le système d'élevage doit évoluer vers moins de production mais davantage d'autonomie et de qualité. Pour y parvenir, plusieurs mesures peuvent

être prises, notamment favoriser l'alimentation des vaches à l'herbe ou encore privilégier les races mixtes, qui peuvent être élevées à la fois pour leur lait et pour leur viande.

En termes de consommation, Philippe Pointereau rappelle ensuite qu'un régime plus bio et plus végétal utilise moins de surface (et ceci malgré les rendements inférieurs) et émet moins de gaz à effet de serre (voir graphiques).

Pour parvenir à ces objectifs, Solagro développe des plans alimentaires territoriaux pour accompagner les collectivités.

Quel paysage pour demain ?

Philippe Pointereau conclut son intervention en montrant différentes représentations du paysage agricole. Pour Solagro, c'est vers un paysage rural habité et harmonieux que l'on doit se diriger. Il termine en encourageant la convivialité dans les villes, qui semble un élément central pour changer les choses et rendre les villes plus habitables.